

UNIVERSITÉ PARIS IV – SORBONNE

PHILOSOPHIE

THÈSE DE DOCTORAT

RATIONNALITÉS CONTEMPORAINES

Anastasia YASTREBTSEVA

**L'ÉTAT FACE À LA QUESTION DES UNIVERSITÉS :
ANALYSE COMPARATIVE DES POLITIQUES UNIVERSITAIRES
EN RUSSIE ET EN FRANCE**

THÈSE DIRIGÉE PAR

Monsieur le Professeur Alain Renaut

Décembre 2011

JURY:

- PR. Alain RENAUT

- PR. Stéphane CHAUVIER

- PR. Jérôme LAURENT

- PR. Michel NIQUEUX

LA POSITION DE THÈSE

Les *raisons d'être* des Universités en tant qu'institutions publiques en Russie et en France constituent l'objet principal de ma thèse. L'idée de l'Université a été empruntée par les Russes d'abord à l'Allemagne et puis à la France, dont le modèle universitaire napoléonien, soumis aux intérêts pragmatiques de l'État, reste généralement dominant en Russie jusqu'à présent. L'actualisation de la « question de l'Université » est provoquée par le discours usuel occidental, persistant depuis le début du XX^e siècle, qui est lié à la « crise » de l'Université en Europe¹. Cette crise a pour beaucoup des racines différentes dans les deux pays, que j'essaie de mettre à jour dans ma thèse ; cependant, le fait que soit tombée en désuétude la vision traditionnelle de l'enseignement comme une partie de la politique sociale est un phénomène que l'on retrouve dans les deux pays.

Au cours des XIX^e et XX^e siècles, l'enseignement universitaire a servi les objectifs de la légitimation et de la transmission des connaissances, et, en raison de cela, il a été placé sous la surveillance de l'État. Grâce aux Universités, les États-nations occidentaux ont consolidé leur corps social en donnant ou en renforçant chez les citoyens le sens de la solidarité avec les autres citoyens ainsi que la sensibilité aux problèmes idéologiques (éthiques et politiques) que soulève pour l'ordre social le lien entre l'univers naturel et l'univers public. C'était le cas des démocraties occidentales ainsi que des régimes totalitaires de type « soviétique ».

Cependant, les Universités européennes protestaient contre cette tutelle autoritaire. Depuis la révolution universitaire de 1968, il est devenu évident que l'enseignement supérieur constitue en Europe son propre monde, autonome par rapport à l'État. Les Universités sont obligées aujourd'hui de réfléchir chacune à leur propre « biographie » et à leur « image » sur le marché des services d'enseignement. Cette réflexion implique deux vecteurs de la recherche d'identification pour chaque Université : (a) dans l'espace réel et virtuel de l'« Université globale » mondiale ; (b) dans l'espace réel local des traditions et des valeurs originelles d'un pays.

L'Université doit donc renier doublement sa qualité nationale actuelle, et, afin de réaliser cet objectif, elle est obligée de se mondialiser dans l'espace de l'« Université globale », de se soustraire au contrôle autoritaire du côté de l'État-nation, de se « localiser » et de revenir au cadre traditionnel d'enseignement et d'institution de ses prédécesseurs prémodernes. D'où vient l'idée que chaque Université doit aujourd'hui modifier l'interprétation de sa mission et proposer

¹ Voir, par exemple, Readings B., *The University in Ruins*, Cambridge (Mas.), Harvard University Press, 1998.

au monde une vision de ses perspectives qui signifierait la découverte de sa propre place dans l'espace d'enseignement local.

L'Université contemporaine, obligée de chercher sa propre formule d'identification, est, d'une certaine façon, semblable à l'individu libéré dans le monde démocratique. Le problème est dans la distinction conceptuelle entre l'autonomie et l'indépendance de l'Université. D'un côté, elle recouvre l'autonomie médiévale, d'un autre côté, son autonomie devient plus individualisée. L'individualisation du monde démocratique risque de se décliner non seulement en indépendance de l'individu, mais aussi en indépendance de l'enseignement en général et de l'Université, en particulier.

Le concept d'autonomie renvoie à la philosophie de Kant où il est opposé à l'hétéronomie et compris comme l'identité de celui qui donne la loi et de celui qui obéit à cette loi. Par contre, l'idée de l'indépendance est au fond de l'idéologie de l'individualisme. L'indépendance présuppose le refus de toutes les sortes de limitations issues de sources externes – comme l'autre Je, l'État, la société, une tradition culturelle différente ou même les limitations que le sujet découvre en lui-même quand il s'aperçoit de tout ce que l'éducation, notamment, a déposé en lui comme « habitudes ». L'individualisme nie toutes les normes universelles (y compris les structures normatives de la pensée) dans l'intérêt de l'affirmation du droit qui revient à l'individu de les produire pour lui-même. Cette logique mène à la désocialisation de l'individu et de l'Université. Et cela vient au moins de l'un des dilemmes de la démocratie : la combinaison de l'individualisme et de l'égalitarisme. La « question de l'Université » permet d'éclairer la disproportion entre ces deux tendances sociales. Pour que la société ne tombe pas en ruine, elle a besoin du renforcement de la domination méta-personnelle. Ce rôle ne peut être joué que par l'État, puisqu'il est plus facile pour l'individu d'établir des relations claires avec l'État grâce au caractère formel qu'elles revêtent.

Dans son fameux ouvrage *Le Conflit des facultés*, E. Kant estimait que l'idée de l'Université est une « idée de la raison », une idée de « tout ce qui est dans l'espace vrai de la connaissance »². En appliquant l'idée de Kant à la crise socioculturelle qui a affecté la société européenne et a mis en question l'existence et les fonctions actuelles de l'État, l'autre face de cette crise est celle des fondements rationnels de l'Université et de ses raisons d'être dans l'univers démocratique. L'idée de l'autonomie, dans le sens que Kant lui a attribué et que les

² Cité par L. Ferry et A. Renaut, *Philosophie de l'Université*, Paris, Payot, 1979, p. 18. Développant, d'une certaine manière, cette idée kantienne, J. Derrida, dans son essai *Les pupilles de l'Université*, soutient l'idée que, dans l'histoire, il n'a existé aucune Université à la base de laquelle il y aurait eu un autre principe que celui de la raison. La rationalité universitaire est hors des limites de la raison ordinaire commune sans pour autant être irrationnelle (Derrida J., *Les pupilles de l'Université*, in Derrida J., *Du droit à la philosophie*, Paris, Galilée, 1990, p. 470-471).

néo-humanistes français essaient de restaurer, présuppose le retour à la raison qui apprend l'universel en qualité de loi pour soi-même afin d'imposer à soi-même des normes et une façon de penser. Le monde académique a dû aussi toujours chercher des ressources pour son existence autonome par opposition et en compromis avec les institutions publiques. À notre époque, la question-clé dans la détermination de la légitimation de l'Université réside dans la concordance entre la rationalité politique et économique, dont la spécificité est causée par l'État et le marché, et la rationalité académique. À la différence de la France, cette position du problème est tout à fait nouvelle pour la Russie où la question de l'autonomie universitaire n'a jamais, malheureusement, été discutée avec la même force et au même niveau.

Les tentatives des réformateurs russes d'importer et de mélanger dans le « modèle russe » de l'Université les meilleures idées des idéologues allemands et français, ont amené à un conflit interne dans le domaine de l'enseignement. À la fin du XIX^e siècle, ce conflit a stimulé les débats publics sur les finalités et les fondements de l'enseignement en Russie. De plus, dans les cercles intellectuels a mûri la conscience de la nécessité d'une politique universitaire. Cependant ces débats ont été interrompus par la Première guerre mondiale, puis par la fondation, en 1924, de l'Union Soviétique, où l'autoréflexion universitaire a été officiellement interdite.

Dès la chute de l'URSS en 1991, les autorités russes ont mis l'accent dans leur politique interne sur la formation de l'identité nationale et sur la recherche de nouvelles possibilités afin d'établir un dialogue entre les cultures et les confessions différentes dans l'immense territoire multinational de la Russie. Le développement et la consolidation du caractère international du monde universitaire ont été repensés par la communauté académique comme l'une des conditions importantes pour la conservation de l'unité nationale, et le développement de la science comme facteur de l'unité internationale, ainsi que cela avait été le cas plus pour les Universités allemandes que pour les Universités françaises.

L'Université est une institution d'enseignement unique capable de former les nouveaux paradigmes de la pensée et du comportement sociaux. Elle est une source du développement et de l'innovation de la société. Avec cela, la fonction « progressiste » des Universités est considérée traditionnellement comme une fonction politiquement « neutre » et « modérée ». La « politisation » des Universités contemporaines se présente donc comme une tendance étrangère à l'intérieur de l'enseignement supérieur, apportée de l'extérieur et imposée par les autorités.

Cependant, comme V. Vernadskij l'a remarqué au début du XX^e siècle, les idées biologiques de fonctions vitales avaient été transposées aux autres domaines scientifiques. Vernadskij a appelé le processus d'apparition de ces nouvelles caractéristiques une « transition

de la biosphère à la noosphère »³, c'est-à-dire un passage de la biosphère à la sphère de la raison pénétrée par la pensée scientifique, et de l'activité humaine organisée rationnellement. L'entrée de l'humanité dans la nouvelle phase de son développement, causée par le haut niveau des forces productives, a exigé d'établir des relations sociales adéquates et de nouveaux moyens théoriques et pratiques d'étude et de maîtrise de la réalité. Vernadskij a souligné la liaison organique interne entre les hommes, et a appelé les savants et les philosophes à assumer la responsabilité de leurs réflexions sur le monde et sur l'humanité, en croyant à l'indestructibilité du réalisme scientifique. Empruntant cette idée au savant russe en tant que point de départ de mes propres raisonnements, j'aborde la politique de l'État en France et en Russie dans le domaine des Universités dans une perspective philosophique, fondée sur l'étude des questions fondamentales que pose la conservation de la civilisation, c'est-à-dire, sur les questions politiques et éthiques.

Une ressource importante du développement social est l'énergie créatrice de l'individu. L'étatisme n'est pas socialement productif. La grande machine de l'État n'est plus concurrente de la communauté des individus libres. Pour l'homme, être libre signifie être l'auteur conscient et responsable de ses pensées et de ses actes. L'idée du sujet moderne dont l'individu s'est approprié le monopole, a amené à modifier l'interprétation de sa liberté : la *liberté* est devenue une capacité de l'homme à s'affirmer lui-même par le choix des buts de son existence ainsi que par l'interprétation de ses devoirs et de ses droits.

Le développement stable de la société post-moderne et la réalisation des ambitions géopolitiques des États ne peuvent se réaliser que sur la base de la liberté et du droit. L'absence de la liberté et des droits des citoyens, par contre, condamne le pays au retard et aux échecs géostratégiques, indépendamment des orientations patriotiques et des innovations des gouvernements. Le système des relations sociales change donc puisque les valeurs distributives sont remplacées par des valeurs créatives et productives. Ce fait met la liberté au-dessus du pouvoir ainsi que le peuple au-dessus de l'État. Le modèle où les citoyens sont au service de l'État doit laisser la place au modèle de l'État au service des citoyens. L'exigence stratégique par rapport au pouvoir étatique reflète sa capacité à l'autolimitation rationnelle.

Un des modes de la domination du pouvoir consiste dans la rationalisation de la connaissance et dans la mise des canaux de sa transmission et de ses pratiques sous le contrôle de l'État. Comme l'a bien montré Michel Foucault dans *La volonté de savoir*, le savoir est toujours idéologique. Cela veut dire qu'il existe des mécanismes et des instances publics qui

³ Vernadskij V., *La matière vitale et la biosphère* (en russe), Moscou, Nauka, 1994, p. 551.

distinguent les déclarations vraies et fausses, et il existe encore des techniques prioritaires et des procédures pour la recherche de la vérité. La question est de savoir de quel pouvoir responsable de déterminer la vérité ou la fausseté du discours il s'agit et de reconnaître les signes caractéristiques de l'élite du pouvoir qui usurpe ce droit de déterminer la qualité de savoir dont l'humanité a besoin. D'où viennent les trois positions suivantes :

1. Le pouvoir contemporain ne peut pas et ne doit pas être amoral puisque le nouveau pouvoir est transversal, supranational. Il doit se fonder sur le principe de la responsabilité personnelle. Celui-ci vient de l'idée de la capacité de l'État à se limiter rationnellement. La rationalité ne peut pas être impersonnelle et privée de liberté, et en même temps elle-même élimine le fondement personnel et la liberté. À l'époque postmoderne, la transformation de l'État implique la question de l'origine de la moralité. L'État doit être rationnel, mais comment peut-il être moral ?

2. La société a besoin d'une nouvelle transcendance qui maintienne son unité, mais à l'époque postmoderne une transcendance ne peut pas être enracinée dans l'altérité de la Loi divine ou dans l'extériorité de la Tradition. La question est de trouver cette nouvelle transcendance au sein de l'immanence de la subjectivité. L'État, qui n'est plus sacré, ne peut non plus proposer aux individus cette transcendance comme un dogme. Il faut que ce soit une institution sociale qui fonde cette transcendance sur d'autres raisons que la volonté du souverain. Je suppose que l'Université doit prendre en charge cette mission socioculturelle et, en fait, politique, puisque l'idée de la transcendance vient de celle de l'universalité.

3. L'Université reste aujourd'hui presque le seul établissement potentiellement capable de former une élite intellectuelle comme porteur des valeurs et leur translateurs au cours des recherches scientifiques fondamentales dans lesquelles les enseignants et les étudiants sont engagés. Cependant, si l'Université classique humboldtienne a contribué à la consolidation de la nation et de l'unité nationale, de nos jours le problème principal est la possibilité d'un monde cosmopolitique. Ainsi la réaction des autorités vis-à-vis de l'immigration en France et en Russie n'est pas adaptée, car elle mènerait à la guerre civile. Agissant hors des lois morales, cette guerre conduira à la disparition de l'homme comme genre. Il est clair que la tâche de la civilisation réside dans l'élaboration des conditions du dialogue effectif entre les cultures différentes. D'où vient le dilemme de la démocratie : l'Université idéale doit consolider la nation, sans quoi elle risque de disparaître définitivement si elle devient une Université de masse. Cela réactualise la question de l'élitisme universitaire traitée encore dans les ouvrages de L. Liard sous la Troisième République en France.

Cette élite doit avoir une mentalité particulière, une capacité à prendre de bonnes décisions instantanées sur la base d'une vaste connaissance approfondie, élaborée au cours des recherches scientifiques fondamentales, et être capable d'avoir un comportement moral et d'être en mesure de pouvoir identifier ces intérêts personnels avec les intérêts de l'ensemble de la société. Ce n'est possible qu'à condition de la conservation de l'Université comme le lieu de la synthèse et de la critique, c'est-à-dire, l'institution où se confrontent toutes les visions de la société et où le jugement de valeur sur les fins de la société reste possible. L'idéal synthétique au nom duquel le développement civilisateur a été réalisé grâce à l'Université classique reste aujourd'hui l'idéal esthétique existant au-dessus de la société réelle et de ses besoins particuliers, tandis que cet idéal doit servir de norme transcendante développée au cours du perfectionnement de la société.

Le but de ma thèse est donc de répondre à la question principale : l'Université postmoderne peut-elle donc jouer le rôle d'une institution « suprasociale » et « supranationale » dont l'objectif principal serait la reproduction de l'élite intellectuelle mondiale ? Ce but et les enjeux de ma thèse déterminent sa logique et sa structure, composée de trois parties.

La première partie est consacrée à la formation de la politique universitaire en France et en Russie dans le contexte de la problématique de l'« État-nation » et du multiculturalisme. L'autonomie de l'Université et les libertés académiques constituent l'objet principal de la deuxième partie. Dans la troisième partie est examinée la transformation du paradigme épistémologique durant les XIX^e et XX^e siècles. Avec les débats sur les défis que la nouvelle économie globale adresse à l'Université, comme à l'un des services publics, un conflit des facultés surgit de nouveau dans les Universités européennes. La communauté académique universitaire se trouve face au dilemme suivant : soit la neutralité axiologique de la science, soit l'engagement actif de l'Université contemporaine dans la vie de la société.

Quoi qu'il en soit, la question est donc de réfléchir sur la capacité de l'Université à participer à l'éducation morale du corps social. Ce que j'entends par « éducation morale » concerne les valeurs partagées par une nation donnée, je pense notamment au souci du bien public, à la valeur de chaque tradition culturelle, à la morale elle-même. Il est clair que l'exercice de la rationalité au sein de l'Université développe la prise de conscience des possibilités d'autonomie, au sens kantien, de chaque sujet. Il nous appartient de prolonger l'héritage des Lumières.